

2

STRUCTURE ET CLIMAT POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

POLITICAL AND ECONOMIC CLIMATE AND STRUCTURE

La France est une démocratie aux institutions politiques stables. La candidature de Paris bénéficie du soutien de toutes les autorités politiques nationales et locales, du CNOSF et de la population française. Le futur COJO de Paris et l'OCOO offriront la garantie d'une gouvernance de qualité.

France is a stable, balanced, structured democracy. The Olympic bid enjoys strong support from government, local authorities, the CNOSF, and the general community. Strong governance is assured through the carefully structured Paris OCOG and OCOO.

2.1 Structure politique et gouvernance

Les principes suivants, qui forment le socle des institutions de la V^e République, sont définis à l'article 1^{er} de la Constitution française. « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. » Issus de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789, ces principes sont inscrits dans le Préambule de la Constitution de 1946 et définissent les droits fondamentaux dont doivent jouir tous les citoyens.

Le principe de coopération internationale est également inscrit dans la Constitution qui précise que les traités ou accords internationaux dûment ratifiés ou approuvés prévalent sur les décisions du Parlement. Enfin, l'adhésion de la France à l'Union européenne - une union d'Etats ayant librement choisi d'exercer certains de leurs pouvoirs en commun - trouve, elle aussi, son assise dans la Constitution.

Institutions nationales

Les institutions nationales françaises sont organisées autour de trois pouvoirs indépendants : le pouvoir exécutif (le Président de la République et le Gouvernement), le pouvoir législatif (un Parlement bicaméral) et le pouvoir judiciaire.

Le Président de la République française est élu au suffrage universel direct pour une durée de cinq ans. Le Président nomme le Premier Ministre et les membres du Gouvernement, promulgue les lois votées par le Parlement, négocie et ratifie les traités internationaux. Il est le chef des armées. Le Premier Ministre dirige l'action du Gouvernement, définit et conduit la politique de la Nation et contrôle les administrations centrales.

Le Parlement est composé de deux chambres : l'Assemblée nationale (députés élus au suffrage universel direct tous les cinq ans) et le Sénat (sénateurs élus au suffrage universel indirect par un collège électoral pour une durée de six ans). Le Parlement vote les lois et le budget de la Nation. L'Assemblée nationale peut censurer le Gouvernement.

L'initiative législative appartient concurremment au Premier Ministre et aux membres du Parlement.

Plusieurs organes juridictionnels indépendants assurent l'Etat de droit. Le Conseil constitutionnel s'assure de la conformité à la Constitution des lois adoptées par le Parlement. Il juge de la régularité des opérations électorales. Le Conseil supérieur de la magistrature garantit l'indépendance des magistrats.

Institutions locales

La France compte trois principales subdivisions territoriales : la « région », le « département » et la « commune » ou ville. On compte en tout 22 régions, 100 départements et 36 500 communes.

Chacune d'entre elles est régie par un organe exécutif élu :

- le Conseil régional est élu au suffrage universel direct pour six ans ;
- à l'échelon du département, le Conseil Général est élu au suffrage universel indirect pour une durée de six ans. Le Conseil est renouvelé par moitié tous les trois ans ;
- le Conseil municipal d'une commune est élu au suffrage universel direct pour un mandat de six ans.



2.1 Political Structure and Governance

The following principles, which form the foundation of the French Fifth Republic's institutions, are established in Article 1 of the Constitution. "France shall be an indivisible, secular, democratic and social Republic. It shall ensure the equality of all citizens before the law, without distinction of origin, race or religion. It shall respect all beliefs". These principles originated in the 1789 "Declaration of the Human Rights" and are included in the Preamble to the 1946 Constitution, both of which define every citizens' fundamental rights.

The principle of international cooperation is also enshrined in the Constitution, which states that duly ratified or approved international treaties or agreements prevail over Acts of Parliament. France's membership of the European Union - a union comprised of States which have freely undertaken to exercise some of their powers collectively - is also contained within the Constitution.

National Institutions

The French national institutions are organised into three independent powers: the executive (the French President and Government), the legislative (a two chambers Parliament), and the jurisdictional.

The French President is elected for a period of five years by direct universal suffrage. The President appoints the Prime Minister and the members of the Government, promulgates Acts of Parliament, negotiates and ratifies international treaties, and is the commander-in-chief of the armed forces. The Prime Minister directs the operation of the Government, determines and conducts the policy of the Nation, and controls the central Administrations.

Parliament is composed of the National Assembly (deputies elected by direct universal suffrage every five years) and the Senate (senators elected for nine years by indirect universal suffrage by a constituency of elected representatives). Parliament votes on laws and on the national budget. The National Assembly may call a motion of censure on the Government.

The Prime Minister and Members of Parliament share the right to initiate the Parliamentary debate on new law.

Independent jurisdictional bodies ensure the rule of law. The Constitutional Council rules on the Constitutional conformity of Acts of Parliament and on the proper conduct of electoral proceedings. The High Council of the Judiciary ensures the independence of the judiciary system and the magistrates.

Local Institutions

France has three types of territorial administration: the "Region", the "Department", and the "Commune" or City. There are 22 Regions, 100 Departments, and 36,500 Communes.

Each institution has an elected executive body:

- the Regional Council is elected by direct universal suffrage for six-years;
- for the Department, members of the General Council are elected by indirect universal suffrage for a six-year term. 50% of the membership is renewed every three years;
- the Municipal Council of a Commune is elected by direct universal suffrage for a six-year term.



Les institutions locales s'administrent librement et sont placées sur un même pied d'égalité juridique. Aucune collectivité n'exerce de tutelle, ni ne peut se prévaloir d'une quelconque hiérarchie sur une autre. De même, les collectivités territoriales jouissent d'une autonomie vis-à-vis de l'Etat, ce dernier conservant toutefois un pouvoir de contrôle sur leur action.

Les Préfets, représentants de l'Etat, vérifient la légalité des décisions prises et prennent les mesures adéquates lorsqu'ils l'estiment nécessaire. Ils contrôlent la gestion financière des collectivités locales, s'intéressent tout particulièrement à l'équilibre des budgets, et sollicitent l'intervention des Chambres Régionales des Comptes lorsque la situation l'exige. Ils sont seuls garants de la sécurité sur leur territoire.

Les institutions nationales ou locales exercent, en vertu de la Constitution ou de la loi, différentes compétences, à divers échelons (géographique ou fonctionnel). La gestion du pays repose sur une collaboration entre les institutions qui se matérialise par la création d'organes de consultation, de contrats, etc.

Ainsi, si l'Etat est responsable de la planification et du suivi de l'aménagement et des grands travaux d'équipements à l'échelle nationale, il appartient à la région d'intervenir en matière de développement territorial. Des contrats de plan de six ans sont établis entre l'Etat et chaque région pour fixer le programme d'investissements, les responsabilités respectives et les implications financières relatives aux infrastructures et aux équipements de transport dans la région. Pour être plus efficaces, dans les domaines de l'urbanisme et du développement économique, des communes se regroupent en communauté d'agglomération.

Rôle des autorités publiques et la Gouvernance des Jeux

En raison de la portée des Jeux et de leur impact sur la société - avant, pendant et après l'événement - toutes les autorités nationales et locales seront impliquées dans le cadre de leur organisation.

Conformément à la Charte Olympique et au Contrat de Ville Hôte, l'organisation des Jeux relèvera de la responsabilité du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques (COJO), organisme de droit privé décrit dans le paragraphe 3.7.2.

L'Etat et les différentes autorités locales assureront la maîtrise d'ouvrage pour la plupart des projets d'infrastructure prévus pour les Jeux. Ils interviendront également, à un moment où à un autre, au niveau des opérations principales (ex : transports, sécurité, accueil, projets éducatifs et culturels d'accompagnement, gestion des domaines urbains, célébrations dans la ville). Ils veilleront également à optimiser l'héritage des Jeux.

Reconnaissant l'importance fondamentale d'une parfaite coordination des autorités et institutions publiques concernées par les projets liés aux Jeux Olympiques et Paralympiques, le Comité Fondateur de Paris 2012 a adopté le 24 septembre 2004, à l'unanimité, la Structure de Gouvernance suivante, qui s'articulera en deux phases :

- dans un premier temps, de janvier 2006 à décembre 2007, une Organisation de Coordination Olympique (OCCO) sera créée par l'Etat, la Région Ile-de-France et la Ville de Paris parallèlement au COJO de Paris et à l'Organisation de Radio Télévision Olympique (ORTO) ;
- dans un deuxième temps, de janvier 2008 à décembre 2012, deux organisations complémentaires, spécifiques et dédiées seront créées aux côtés de l'OCCO :
 - l'Organisation de Sécurité Olympique (OSEO) par l'Etat (cf. paragraphe 12.3.2) ;
 - l'Organisation de Transport Olympique (OTRO) par l'Etat, la Région Ile-de-France et la Ville de Paris (cf. paragraphe 14.20).

La gestion de cette Gouvernance des Jeux se fera à travers divers forums de coordination entre le COJO de Paris, l'ORTO, l'OCCO, l'OSEO et l'OTRO.

Conformément au Contrat de Ville Hôte, le COJO de Paris se réunira régulièrement avec la Commission de Coordination des Jeux de la XXX^e Olympiade créée par le CIO. Il pourrait, avec l'accord préalable du CIO, y convier l'OCCO, l'OSEO et l'OTRO.

Ainsi constituée, la Structure de Gouvernance des Jeux à Paris en 2012 permettra une alliance au plus haut niveau de tous les acteurs, une gestion intégrée de toutes les opérations, ainsi qu'un large partage des célébrations et de l'héritage des valeurs olympiques.

Local institutions are self-administered and enjoy equal legal status. Neither entity can exercise authority over or enjoy hierarchical superiority over the other. Similarly, territorial entities are independent of the State, notwithstanding the fact that the latter has the power to control their actions.

Prefects, who are representatives of the State, monitor the legality of the decisions taken by territorial entities, and bring actions when deemed appropriate. They monitor the territorial entities' financial management, paying particular attention to the balancing of budgets, and seeking, where appropriate, the intervention of the Regional Auditing Chambers. They have sole responsibility for security on their territory.

National and local institutions are granted, through the Constitution or the law, with various responsibilities at different levels - geographical and/or functional. The administration of the country relies on inter-institutional collaboration that is materialised through representative bodies or contracts, etc.

For example, while the French government has the responsibility at a national level for planning and monitoring the development of major infrastructure, the Region is responsible for territorial development. As a result, six-year contract plans are signed between the French government and each Region, which determines the investment programme, the respective responsibilities and financial implications for transport infrastructure and equipment in the Region. To be more efficient in urban planning and economic development, some towns are forming metropolitan administrations.

Role of Public Institutions and Governance of the Games

Because of the magnitude of the Games and their impact on the community - before, during and after the event - all National and Local institutions will be involved with the organisation of the Olympic and Paralympic Games.

In accordance with the Olympic Charter, responsibility for organising the Games will be borne by the Organising Committee for the Olympic Games (OCOG), a body operating under private law, as described in Section 3.7.2.

The French government and the various local authorities will act as head contractors on most infrastructure projects required for the Games. They will also be involved at some stage in all major operations (transport, security, hospitality, accompanying educational and cultural projects, urban domain management, city celebrations). They will ensure the optimisation of the legacy of the Games.

Recognising the fundamental importance of a seamless coordination of public authorities and institutions involved in the Olympic and Paralympic Games projects, the Paris 2012 Founding Committee on 24 September 2004 unanimously adopted the two-phase Games Governance Structure:

- in the first phase, from January 2006 to December 2007, an Olympic Coordination Organisation (OCCO) will be created by the French Government, the Ile-de-France Region and the City of Paris, in parallel to the OCOG and the Olympic Broadcasting Organisation (OBO) ;
- in the second phase, from January 2008 to December 2012, two additional specific and dedicated organisations will be created along side the OCCO:
 - the Olympic Security Organisation (OSEO) by the French Government (see Section 12.3.2);
 - the Olympic Transport Organisation (OTRO) by the French Government, the Ile-de-France Region and the City of Paris (see Section 14.20).

This Games Governance will be managed through various coordination forums between the Paris OCOG, OBO, OCCO, OSEO and OTRO.

As stated in the Host City Contract, the Paris OCOG will meet regularly with the Coordination Commission of the Games of the XXX Olympiad created by the IOC. It could, with the prior approval of the IOC, also invite the OCCO, OSEO and OTRO.

The Governance Structure of the 2012 Games in Paris will allow an alliance at the highest level of all stakeholders, an integrated management of all operations, and the broadest sharing of celebrations and the legacy of Olympic values.

2.2 Collectivités publiques concernées par l'organisation des Jeux

Entités territoriales concernées par l'organisation des Jeux

Autorités nationales, régionales et locales	Président de la République et Gouvernement Région Ile-de-France Ville de Paris
Autres collectivités territoriales en Région Ile-de-France	Département des Hauts-de-Seine Département de Seine-et-Marne Département de la Seine-Saint-Denis Département des Yvelines Communauté d'agglomération de Plaine-Commune Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines Ville d'Aubervilliers Ville de Colombes Ville d'Elancourt Ville de Montigny-le Bretonneux Ville de Saint-Denis Ville de Torcy Ville de Vaires-sur-Marne Ville de Versailles
Collectivités territoriales hors Région Ile-de-France	Région Nord-Pas-de-Calais Région Pays de la Loire Région Poitou-Charentes Région Provence-Alpes-Côte d'Azur Région Rhône-Alpes Département des Bouches-du-Rhône Département de Charente-Maritime Département de Loire-Atlantique Département du Pas-de-Calais Département du Rhône Communauté d'agglomération de La Rochelle Ville d'Aytré Ville de La Rochelle Ville de Lens Ville de Lyon Ville de Marseille Ville de Nantes

Procédures de coordination entre les autorités

Durant la candidature, les autorités ci-dessus sont regroupées au sein du Comité de Candidature de Paris 2012 (cf. paragraphe 2.6).

Après la candidature, et selon la nature et le niveau de leur implication, elles seront représentées au sein du COJO de Paris, de l'OCOO, de l'OSEO et/ou de l'OTRO. De fait, leurs actions seront coordonnées dans le cadre de la Structure de Gouvernance des Jeux décrite au paragraphe 2.1.

2.3 Garanties des autorités

Toutes les autorités concernées par l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques apportent un soutien total à la candidature de Paris pour l'organisation des Jeux de la XXX^e Olympiade en 2012.

Les documents originaux figurent dans le dossier des garanties.

2.2 Public Authorities involved in the Olympic Games

Public Authorities involved in the Olympic Games

National and Local Authorities	President of the Republic and French Government Ile-de-France Region City of Paris
Other Local Authorities in the Ile-de-France Region	Hauts-de-Seine Department Seine-et-Marne Department Seine-Saint-Denis Department Yvelines Department Plaine Commune metropolitan area Saint-Quentin-en-Yvelines metropolitan area City of Aubervilliers City of Colombes City of Elancourt City of Montigny-le Bretonneux City of Saint-Denis City of Torcy City of Vaires-sur-Marne City of Versailles
Local Authorities outside the Ile-de-France Region	Nord-Pas-de-Calais Region Pays de la Loire Region Poitou-Charentes Region Provence-Alpes-Côte d'Azur Region Rhône-Alpes Region Bouches-du-Rhône Department Charente-Maritime Department Loire-Atlantique Department Pas-de-Calais Department Rhône Department La Rochelle metropolitan area City of Aytré City of La Rochelle City of Lens City of Lyon City of Marseille City of Nantes

Coordination Procedures between Authorities

During the candidature, the authorities listed above are brought together within the Paris 2012 Bid Committee (see Section 2.6).

After the bid, and depending on the nature and level of their involvement, they will be represented within the Paris OCOG, OCOO, OSEO and/or OTRO. Their actions will be coordinated within the Games Governance Structure described in Section 2.1.

2.3 Support from Authorities

All of the authorities concerned with the organisation of the Olympic and Paralympic Games have given their full support to Paris's bid to host the Games of the XXX Olympiad in 2012.

The original documents are contained within the Guarantees File.

2.4 Les partis politiques

La France est une République démocratique dans laquelle aucun parti politique n'est interdit, dès lors qu'il respecte « les principes de souveraineté nationale et de la démocratie ».

Consensus politique autour de la candidature de Paris à l'organisation des Jeux

Les principaux partis politiques ont exprimé leur soutien à la candidature de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2012.

Les syndicats les plus représentatifs ont également affirmé leur soutien à la candidature de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2012.

Assemblée nationale

Nom des groupes	Nombre de sièges	Pourcentage
Communiste, Républicain et Citoyen	22	3,8
Socialiste	149	25,8
Union pour la Démocratie Française	31	5,3
Union pour un Mouvement Populaire	363	63
Non-inscrits	11	1,9
Siège vacant	1	0,2
Total	577	100

Source : ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales - Bureau des élections.

Sénat

Nom des groupes	Nombre de sièges	Pourcentage
Communiste, Républicain et Citoyen	23	6,9
Rassemblement Démocratique et Social Européen	16	4,9
Socialiste	97	29,3
Union Centriste	32	9,7
Union pour un Mouvement Populaire	156	47,1
Non-inscrits	7	2,1
Siège vacant	0	0
Total	331	100

Source : ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales - Bureau des élections.

Conseil régional d'Ile-de-France

Nom des groupes	Nombre de sièges	Pourcentage
Divers Gauche (Parti Socialiste ; Parti Communiste Français ; Parti Radical de Gauche ; Verts ; Divers Gauche ; Ecologistes)	130	62,2
Divers Droite (Union pour un Mouvement Populaire ; Union pour la Démocratie Française ; Divers Droite)	63	30,1
Front National	16	7,7
Total	209	100

Source : ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales - Bureau des élections.

Conseil de Paris

Nom des groupes	Nombre de sièges	Pourcentage
Les Verts	24	14,7
Socialiste et Radical de Gauche	51	31,3
Union pour un Mouvement Populaire	57	35,0
Communiste	10	6,1
Mouvement Républicain et Citoyen	7	4,3
Groupe Union pour la Démocratie Française	12	7,4
Elus non inscrits	2	1,2
Total	163	100

Source : Ville de Paris.

2.4 Political Parties

France is a democratic republic under which no political parties are banned, as long as they respect the "principles of national sovereignty and the democracy".

Political consensus concerning Paris's Bid to Host the Games

The main political parties have confirmed their support for Paris's bid to host the 2012 Olympic and Paralympic Games.

The largest representative trade-unions have also expressed their support to the Paris bid for the 2012 Olympic and Paralympic Games.

National Assembly

Name of groups	Number of seats	Percentage
Communiste, Républicain et Citoyen	22	3.8
Socialiste	149	25.8
Union pour la Démocratie Française	31	5.3
Union pour un Mouvement Populaire	363	63
Independent	11	1.9
Vacant seat	1	0.2
Total	577	100

Source: Ministry of the Interior, Internal Security and Local Rights - Elections office.

Senate

Name of groups	Number of seats	Percentage
Communiste, Républicain et Citoyen	23	6.9
Rassemblement Démocratique et Social Européen	16	4.9
Socialiste	97	29.3
Union Centriste	32	9.7
Union pour un Mouvement Populaire	156	47.1
Independent	7	2.1
Vacant seat	0	0
Total	331	100

Source: Ministry of the Interior, Internal Security and Local Rights - Elections office.

Ile-de-France Regional Council

Name of groups	Number of seats	Percentage
Left-Wing (Parti Socialiste; Parti Communiste Français; Parti Radical de Gauche; Verts; Divers Gauche; Ecologistes)	130	62.2
Right-Wing (Union pour un Mouvement Populaire; Union pour la Démocratie Française; Divers Droite)	63	30.1
Front National	16	7.7
Total	209	100

Source: Ministry of the Interior, Internal Security and Local Rights - Elections office.

Paris Council

Name of groups	Number of seats	Percentage
Les Verts	24	14.7
Socialiste et Radical de Gauche	51	31.3
Union pour un Mouvement Populaire	57	35
Communiste	10	6.1
Mouvement Républicain et Citoyen	7	4.3
Groupe Union pour la Démocratie Française	12	7.4
Independent	2	1.2
Total	163	100

Source: City of Paris.

2.5 Echéances électorales

Année	Mois	Type d'élections
2007	mars	municipales*
	mars	cantonales ; départementales
	mai-juin	législatives
	avril-mai	présidentielle
	septembre	sénatoriales
2009	juin	européennes
2010	mars	régionales
	mars	cantonales ; départementales
	septembre	sénatoriales
2012	avril-mai	présidentielle
	mai-juin	législatives

Source : ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales - Bureau des élections.
*La date des élections municipales pourrait être déplacée fin 2007 - début 2008 compte tenu des autres consultations prévues en 2007.

Les élections n'auront aucune incidence sur la préparation et la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2012.

2.6 Représentativité du comité de candidature

Le comité de candidature de Paris 2012 est le groupement d'intérêt public « Paris - Ile-de-France 2012 » constitué en juillet 2003 par le Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF), la Ville de Paris, l'Etat et la Région Ile-de-France et dont l'objet est de présenter la candidature de Paris aux Jeux de la XXX^e Olympiade et aux Jeux Paralympiques de 2012.

La structure du groupement permet d'associer, en totale transparence, des personnes publiques et privées.

Les organes dirigeants de Paris 2012 sont :

Le « **Comité Fondateur** » (Conseil d'Administration) adopte les décisions propres à assurer la réalisation des objectifs poursuivis par le groupement. Outre les deux champions Olympiques français, Jean-Claude Killy et Guy Drut, membres du Comité International Olympique, il est composé de :

- Bertrand Delanoë, Maire de Paris,
- Henri Sérandour, Président du Comité National Olympique et Sportif Français, membre du Comité International Olympique,
- Jean-François Lamour, Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, champion Olympique,
- Jean-Paul Huchon, Président du Conseil Régional d'Ile-de-France,
- Bertrand Landrieu, Préfet de la Région Ile-de-France,
- Marie-Claire Restoux-Gasset, conseillère technique auprès du Président de la République Française, championne Olympique,
- Maurice Herzog, ancien Ministre, membre honoraire du Comité International Olympique,
- Alain Danet, membre d'honneur du Comité International Olympique.
- Arnaud Lagardère, Président du Groupe Lagardère,

Le « **Comité de Candidature** » (Assemblée Générale) participe à la définition de la politique et de la stratégie de Paris 2012. Présidé par le Maire de Paris, il est composé de personnalités éminentes, aux compétences variées, aux sensibilités diverses, venues d'horizons différents : élus des autorités publiques, représentants de l'Etat, du monde sportif (fédérations et athlètes), et des entreprises.

2.5 Planned Elections

Year	Month	Type of Elections
2007	March	Municipal*
	March	Cantonal; Departemental
	May-June	National Assembly
	April-May	Presidential
	September	Senate
2009	June	European
2010	March	Regional
	March	Cantonal; Departemental
	September	Senate
2012	April-May	Presidential
	May-June	National Assembly

Source: Ministry of the Interior, Internal Security and Local Rights - Elections office.
*Because of the large number of elections planned in 2007, the date for the Municipal elections may be postponed for the end of 2007 - in the beginning of 2008.

The elections will have no impact on the preparations or staging of the Olympic and Paralympic Games in 2012.

2.6 Authorities Represented on the Bid Committee

The Paris 2012 Bid Committee is the "Paris - Ile-de-France 2012" government-based interest group established in July 2003 by the French National Olympic Committee (CNOSF), the City of Paris, the French government and the Ile-de-France Region with the aim of presenting Paris's bid for the Games of the XXX Olympiad and for the Paralympic Games in 2012. The Group's structure brings together public and private persons in a completely transparent manner.

The managing bodies of Paris 2012 are:

The "**Founding Committee**" (Board) adopts decisions designed to ensure that the objectives pursued by the group are achieved. In particular, it is responsible for drawing up the candidature file and defining the communication strategy. In addition to the two French Olympic Champions, Jean-Claude Killy and Guy Drut, also International Olympic Committee Members, it comprises the following members:

- Bertrand Delanoë, Mayor of Paris;
- Henri Sérandour, President of the French National Olympic Committee and International Olympic Committee Member;
- Jean-François Lamour, Minister of Youth, Sports and Associations, Olympic Champion;
- Jean-Paul Huchon, President of the Ile-de-France Region;
- Bertrand Landrieu, Prefect of the Ile-de-France Region;
- Marie-Claire Restoux-Gasset, Technical Advisor to the President of the French Republic and Olympic Champion;
- Maurice Herzog, former Minister, Honorary Member of the International Olympic Committee;
- Alain Danet, Honour Member of the International Olympic Committee.
- Arnaud Lagardère, President of the Lagardère Group;

The "**Candidature Committee**" (General Assembly) plays a part in defining Paris 2012's policy and strategy. It is chaired by the Mayor of Paris made up of eminent personalities with a variety of competencies, with different sensibilities and from various backgrounds: elected members of public authorities and representatives of the French Government, and the sports and Corporate world.

Le « Comité de Candidature » est composé de :

- la Ville de Paris (membre fondateur) ;
- le Conseil régional d'Ile-de-France (membre fondateur) ;
- le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative (membre fondateur) ;
- le Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF) (membre fondateur) ;
- la Présidence de la République Française ;
- six représentants nommés par chacun des membres fondateurs ;
- les membres du CIO en France ;
- les membres honoraires et d'honneur du CIO en France ;
- l'ensemble des autorités publiques impliquées (cf. paragraphe 2.2) ;
- les Fédérations Nationales Sportives ;
- la Fédération Française de Handisport (FFH) ;
- les partenaires officiels ;
- la Commission des Athlètes de Haut Niveau du CNOSF ;
- la Fédération des internationaux du sport français ;
- l'Association des Maires de France (AMF) ;
- l'Association des Maires d'Ile-de-France (AMIF) ;
- la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) ;
- la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF) ;
- Réseaux Ferré de France (RFF) ;
- Aéroports de Paris (ADP) ;
- le Port Autonome de Paris ;
- Paris-Europlace ;
- la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris ;
- l'Office du Tourisme de Paris ;
- l'Institut National du Sport et de l'Education Physique (INSEP) ;
- le Conseil National des Activités Physiques et Sportives ;
- la Préparation Olympique ;
- l'Association des Directeurs Techniques Nationaux du Sport.



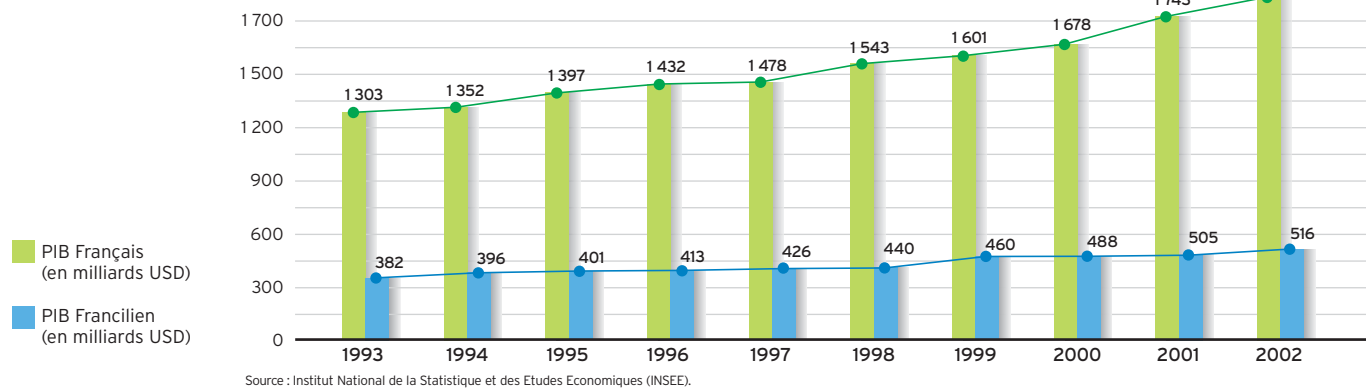
The "Candidature Committee" comprises the following members:

- City of Paris (Founding Member);
- Ile-de-France Regional Council (Founding Member);
- Ministry of Sport (Founding Member);
- French National Olympic Committee (CNOSF) (Founding Member);
- Presidency of the Republic of France;
- six representatives designated by each Founding Member;
- IOC members in France;
- Honorary and Honour IOC members in France;
- All Public Authorities involved (see Section 2.2);
- National Sports Federations;
- National Paralympic Committee (FFH);
- Official Supporters;
- CNOSF Athletes Commission;
- Federation of French Internationals;
- National Association of French Mayors (AMF);
- Association of Ile-de-France Mayors (AMIF);
- Paris' autonomous public transport Authority (RATP);
- National Railway Company (SNCF);
- French Rail Network (RFF);
- Paris Airport Authority (ADP);
- Paris River and Canals Authority (Port Autonome de Paris);
- Paris-Europlace;
- Paris Chamber of Industry and Commerce;
- Tourism Office of Paris;
- National Institute of Sports (INSEP);
- National Physical and Sports Activity Council;
- Olympic Preparation;
- Sport National Technical Directors Association.



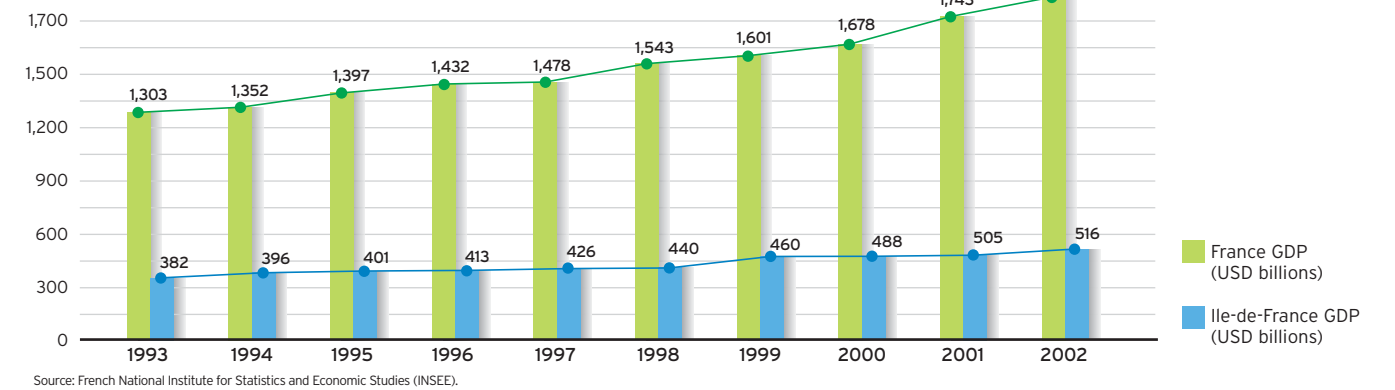
2.7 Données économiques

Produit intérieur brut (PIB) (1993 - 2002)



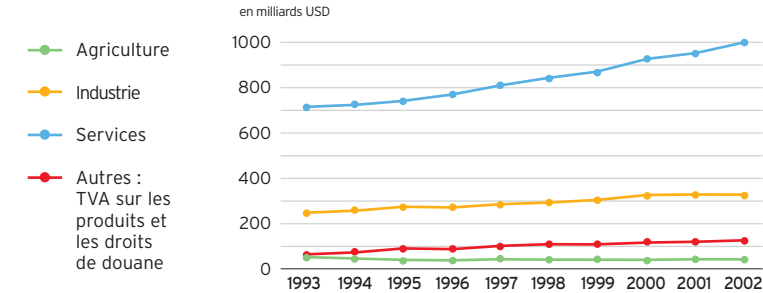
2.7 Economic Data

Gross domestic product (GDP) (1993 - 2002)

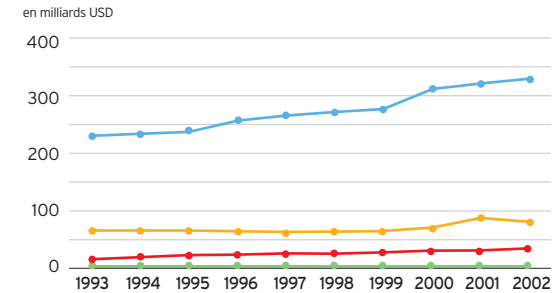


Répartition des valeurs ajoutées (VA) du PIB

Répartition des VA du PIB en France (1993 - 2002)

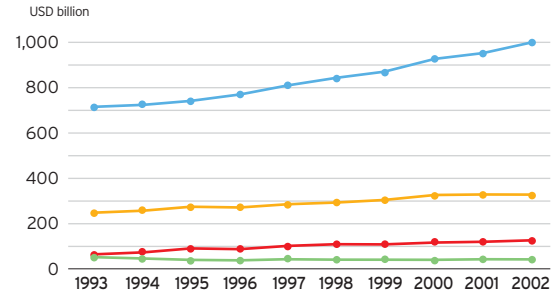


Répartition des VA du PIB en Ile-de-France (1993 - 2002)

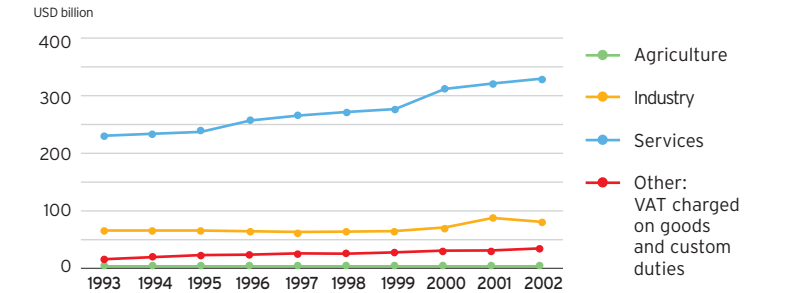


Distribution of GDP Added Value

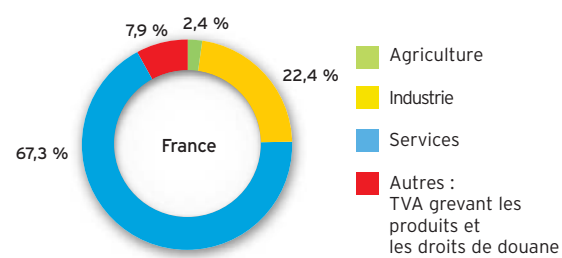
Added value for France GDP (1993 - 2002)



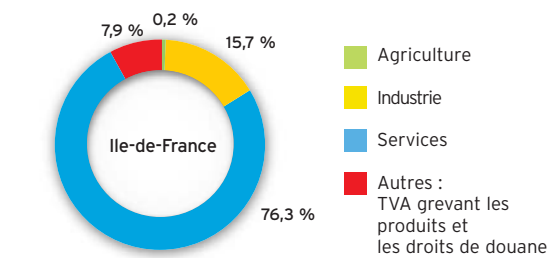
Added value for Ile-de-France GDP (1993 - 2002)



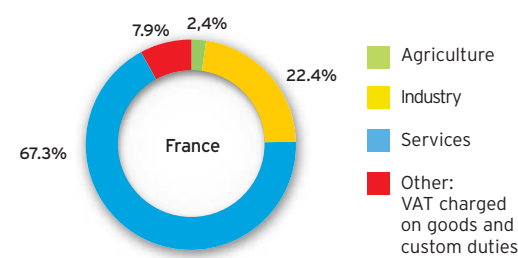
Répartition des VA en France en 2002



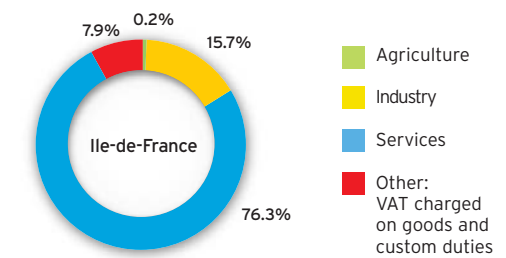
Répartition des VA en Ile-de-France en 2002



Distribution of added value in France in 2002

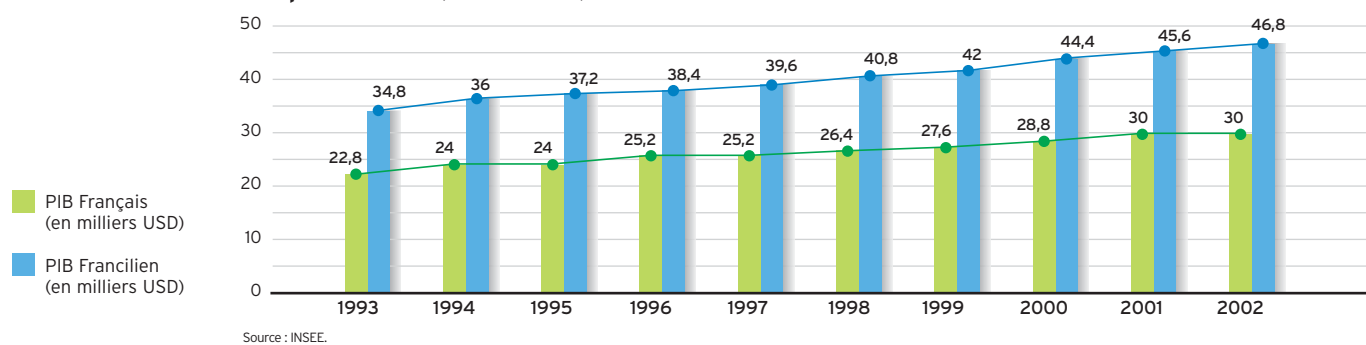


Distribution of added value in Ile-de-France in 2002



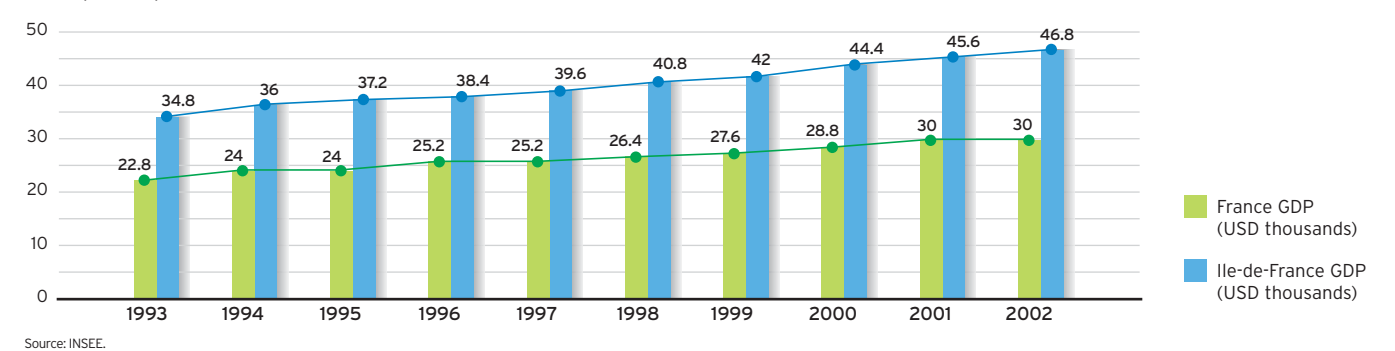
2.8 Revenu par habitant

PIB par habitant (1993 - 2002)



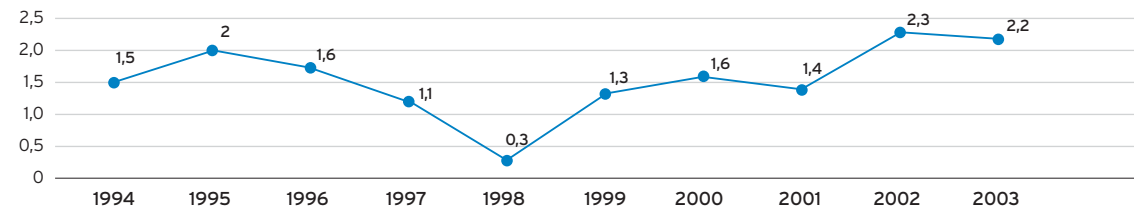
2.8 Per Capita Income

GDP per capita (1993 - 2002)



2.9 Taux d'inflation et taux de change

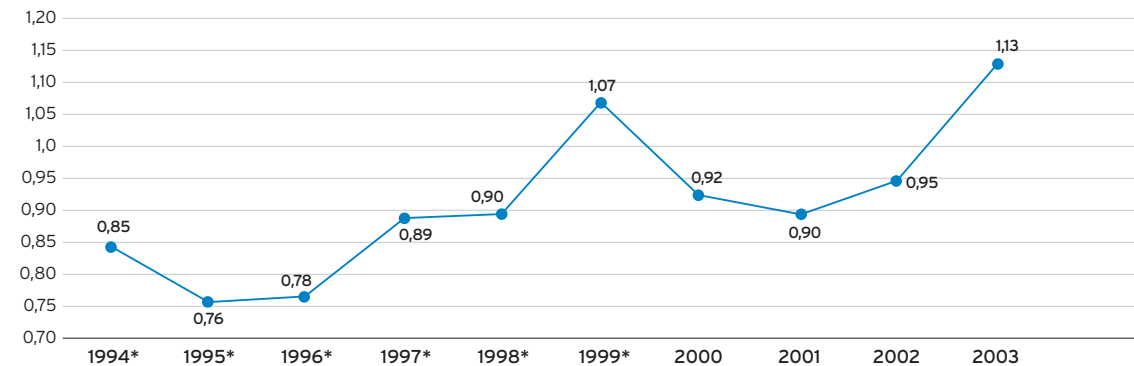
Taux d'inflation annuel moyen (en %)



Source : Banque de France.

Il n'existe pas de prévision fiable concernant l'évolution de l'inflation jusqu'en 2012. Toutefois, en raison du Pacte de croissance et de stabilité de l'Union Européenne, l'inflation est en théorie limitée. De manière prudente, Paris 2012 a retenu un taux annuel moyen d'inflation de 2,5 % jusqu'en 2012.

Taux de change annuel moyen (EUR/USD)



Source : Banque de France.
* Sur la base de 1 EUR = 6,56 F.

Les récentes fluctuations du taux de change entre l'euro et le dollar américain illustrent les difficultés de prévoir les évolutions du marché des changes, et attestent de la nécessité de couvrir de manière adéquate l'exposition au risque de change.

Paris 2012 a utilisé un taux de change de 1 EUR équivalent à 1,20 USD (1 USD = 0,83 EUR) pour l'élaboration de son budget (valeur 2004). Le cours du dollar par rapport à la monnaie européenne étant historiquement très bas, il a été jugé raisonnable d'adopter ce même cours pour les projections en 2012 (prix des chambres d'hôtel, par exemple).

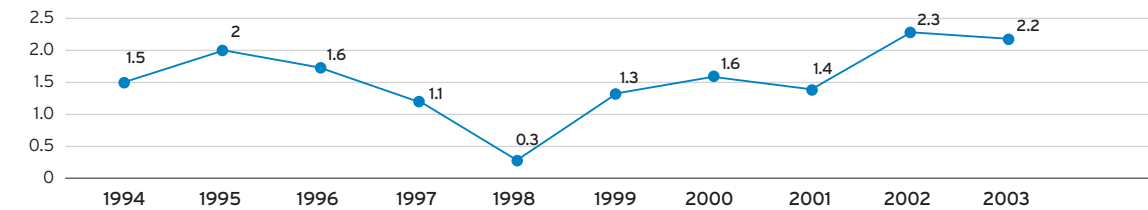
2.10 Impact des obligations nationales et internationales

La France a ratifié l'Accord instituant l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). En outre, en tant qu'Etat membre de l'Union Européenne (UE), elle applique toutes les directives et les réglementations de l'UE, notamment en ce qui concerne les marchés publics. Ces textes stipulent que tout marché conclu par l'Etat ou par des autorités locales doit être soumis à une concurrence ouverte et équitable. La plupart des infrastructures nécessaires, financées sur les budgets hors COJO, seront réalisées sous maîtrise d'ouvrage publique et soumises aux procédures européennes de mise en concurrence.

Selon un document de travail de la Commission européenne, les directives adoptées par l'UE ont favorisé la concurrence dans les marchés publics et ont entraîné une baisse générale des prix de l'ordre de 30 %. Des mesures visant à approfondir la libéralisation du secteur ont été récemment adoptées, permettant une simplification des procédures (notamment grâce à la signature électronique des contrats) et de nouvelles baisses des coûts. Les Jeux profiteront de ces dispositions réglementaires, qui contribueront à garantir le respect des budgets et des délais.

2.9 Inflation and Exchange Rate

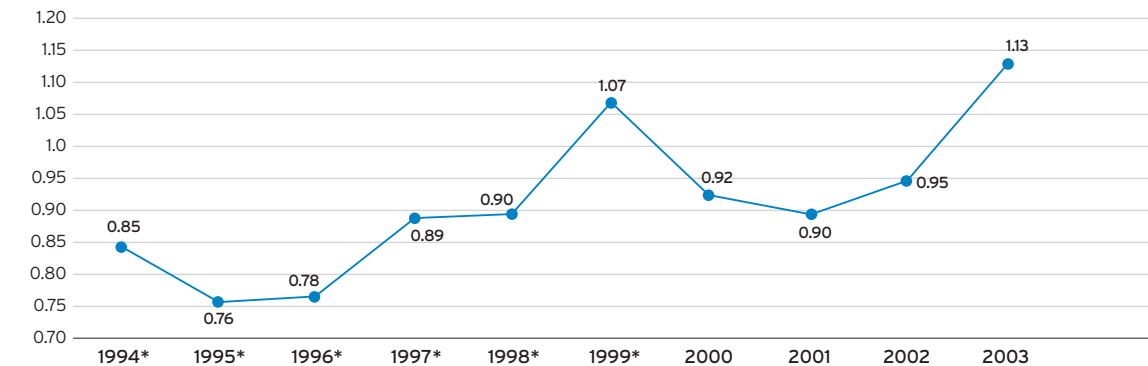
Average annual Inflation Rate (%)



Source: French Central Bank.

There is no reliable forecast with regards to inflation rates until 2012. Due to the European Union Stability and Growth Pact, the annual inflation rate is theoretically limited. Paris 2012 has used the conservative estimate of 2.5% for the average annual inflation rate until 2012.

Annual average Exchange Rates (EUR/USD)



Source: French Central Bank.
* With 1 EUR = 6,56 FF.

The recent fluctuations in the EUR / USD rate illustrate the difficulties in forecasting and that exposure to change variation should be limited through adequate cover.

Paris 2012 has used the rate of EUR 1 to USD 1.20 (USD 1 = EUR 0.83) for all budgetary calculations (2004 value). Since the USD exchange rate is historically very low to the European currency it has been considered a safe assumption to adopt the same EUR / USD rate for 2012 projections (hotel prices for instance).

2.10 Impact of National and International Obligations

France has ratified the Agreement on the World Trade Organisation (WTO). In addition, as a European Union (EU) Member State, it enforces EU directives and rules, in particular with regards to public contracts. These rules require that contracts entered into by the French government and local authorities be subject to fair and open competition. Most of the infrastructure needed for the organisation of the Games (sports venues, Village and transport infrastructure), carried by public contractors on non-OCOG budgets, will be subject to these conditions and therefore follow European tender procedures.

According to a European Commission working document, the current EU directives have heightened competition for public contracts, resulting in an overall drop of around 30% in prices. New measures aimed at further liberalising the sector have been adopted, and will result in simpler procedures (e.g. through electronic contracting) and further cost reduction. The Games will benefit from these rules, which will contribute to ensuring that budgets and deadlines are met.

2.11 Sondage soutien de la population

Afin de mesurer le soutien de la population française à la candidature de Paris pour l'organisation des Jeux en 2012, Paris 2012 a réalisé plusieurs sondages depuis novembre 2003, passant à une fréquence mensuelle depuis juillet 2004.

Ces sondages ont été menés auprès d'échantillons représentatifs de la population française :

- 600 hommes et femmes âgés de plus de 18 ans et résidant à Paris ;
- 800 hommes et femmes âgés de plus de 18 ans et résidant en Ile-de-France ;
- 1 000 hommes et femmes âgés de plus de 18 ans et résidant en France.

Le sondage le plus récent, mené les 8 et 9 octobre 2004, a mis en évidence :

- la notoriété de la candidature de Paris 2012 ;
- le taux d'adhésion des interviewés à la candidature ;
- l'image des Jeux Olympiques ;
- les retombées attendues de l'organisation des Jeux ;
- la réaction aux actions de sensibilisation.

La notoriété de la candidature de Paris 2012, en constante progression depuis le début des sondages, a atteint un bon niveau : 96 % à Paris et 90 % ailleurs en France.

De même, l'adhésion à la candidature se renforce. Ainsi, en octobre 2004, 77 % des Parisiens et des Franciliens et 79 % des Français étaient favorables à l'organisation des Jeux Olympiques à Paris en 2012, contre 75 %, 73 % et 67 % lors du sondage de novembre 2003. Cette tendance doit se poursuivre, à la suite d'importantes actions de mobilisation prévues après le 15 novembre. Les opposants à l'organisation des Jeux Olympiques à Paris en 2012 ne représentent que 4 % de l'échantillon au niveau de la France.

90 % des personnes sondées estiment que l'organisation des Jeux Olympiques à Paris aura des retombées positives. Elles s'attendent notamment à d'importants bienfaits pour l'environnement. 93 % à 97 % des personnes sondées estiment que l'organisation des Jeux Olympiques à Paris aura des retombées positives pour la pratique sportive en France, le tourisme et l'image du pays à l'étranger. Par ailleurs, 80 % à 87 % des Français interviewés anticipent des conséquences positives pour l'aménagement territorial, l'emploi et la croissance économique, suite aux Jeux Olympiques.

Les valeurs positives véhiculées par les Jeux Olympiques sont souvent évoquées : l'esprit de compétition (80 %), l'effort (67 %) et l'universalité (63 %).

Un sondage réalisé en octobre 2004, à La Rochelle, site proposé pour l'épreuve olympique de Voile, a révélé l'adhésion d'une grande majorité de la population locale (81 %) à la candidature de Paris pour les Jeux Olympiques de 2012.



2.11 Survey of Public Support

Paris 2012 has undertaken community opinion surveys on a regular basis since November 2003 and monthly since July 2004. These polls were conducted by the Taylor Nelson Sofres market research company, in Paris, the Ile-de-France Region, and throughout France.

The surveys were conducted with representative samples of French people:

- 600 men and women aged 18 and over from within Paris;
- 800 men and women aged 18 and over from the Ile-de-France Region;
- 1,000 men and women aged 18 and over from elsewhere in France.

The most recent poll was undertaken from the 3rd to the 9th October 2004, and covered:

- awareness of the Paris 2012 bid;
- support rate for the bid;
- attitudes to the Olympic Games;
- impacts from hosting the Games;
- response to the awareness campaigns.

There has been an increasing awareness of the Paris 2012 bid over the period of the surveys, and there is currently a high level of awareness - 96% in Paris, and 90% elsewhere in France.

Similarly, levels of support for the bid are increasing. In October 2004, 77% of Parisians and Ile-de-France residents and 79% of the French supported the hosting of the Olympic Games in Paris in 2012, compared with 75%, 73% and 67% in November 2003. It is anticipated that these levels of support will continue to increase after the major awareness campaigns that will be conducted after the bid submission has been submitted to the IOC. Opponents to hosting the 2012 Olympic Games in Paris represent only 4% of the sample across France.

Significantly, 90% of those surveyed believe hosting the Olympic Games in Paris will have positive outcomes. In particular, many believe that hosting the Games will provide highly beneficial environmental outcomes. 92% to 97% of those interviewed believe that hosting the 2012 Olympic Games in Paris would lead to positive outcomes for sport in France, tourism and the image of France abroad. Additionally, 80% to 87% of those interviewed expect a positive impact of the Olympic Games on regional planning, employment and economic growth.

There is a strong recognition of the positive values of the Olympic Games, including "competitive spirit" (80%), "striving" (67%), and "universality" (63%).

A survey conducted in October 2004 in La Rochelle, the proposed city for the Olympic Sailing competition, found that a great majority (81%) of the local community supported the bid for the 2012 Olympic Games in Paris.



Cette mobilisation croissante du public autour de la candidature de Paris est le résultat d'une politique de communication active de Paris 2012 et de ses partenaires, qui ont multiplié les initiatives pour faire entrer « L'Amour des Jeux » dans le quotidien des Français. Parmi les actions lancées :

Comité de candidature - Actions auprès du mouvement sportif :

- recueil de signatures et/ou de lettres de soutien de champions français de toutes les générations ;
- participation à 300 manifestations sportives à Paris et en Ile-de-France ;
- envoi de kits d'information et de communication auprès de l'ensemble des Fédérations Sportives Nationales.

Comité de candidature - Actions auprès du grand public et des collectivités :

- campagnes de télévision nationale ;
- présentations régulières et nombreuses aux collectivités concernant les différentes propositions de la candidature ;
- campagnes de presse grand public, destinée à mettre en exergue les impacts et l'héritage des Jeux sur les plans économique, environnemental et social ;
- campagnes d'affichage autour du slogan de Paris 2012 « L'Amour des Jeux » ;
- programme de relations presse ciblant les médias féminins sur les retombées positives des Jeux.

Institutions publiques :

- pavoiement des rues de Paris aux couleurs de Paris 2012, par la Ville de Paris ;
- lancement d'une campagne d'affichage à l'initiative de la Région Ile-de-France ;
- inauguration de la « Maison des Jeux » à La Rochelle ;
- mise à disposition de 36 500 kits d'information et de communication auprès de tous les maires de France.

Secteur privé :

- création par des collégiens et des lycéens d'un site Internet financé par le Crédit Agricole ;
- décoration des stations de métro parisiennes aux couleurs de Paris 2012, grâce au financement de la RATP ;
- diffusion d'un film Paris 2012 dans les centres commerciaux Carrefour ;
- décoration des 400 hôtels du groupe Accor ;
- actions auprès des 20 millions d'abonnés Orange.

Les Français associent les Jeux Olympiques et Paralympiques à des valeurs fortes et positives : la compétition, le don de soi, la célébration, l'universalité et la solidarité. Leur soutien à la candidature de Paris traduit leur profond attachement aux valeurs olympiques, résumé par « L'Amour des Jeux ».



This increasing mobilisation of the public around the candidature of Paris is the result of a policy of active communication by Paris 2012 and its partners, who have set out to bring "L'Amour des Jeux" into the daily life of the French. Amongst these promotional activities:

Bid Committee - Sport:

- signatures and/or letters of support from French champions of all generations;
- participation in 300 sporting events in Paris and the Ile-de-France Region;
- provision of information and communication kits to all National Sporting Federations.

Bid Committee - General Public:

- national television campaigns;
- numerous and ongoing presentations on different aspects of the bid proposals to community groups;
- general public press campaigns highlighting the positive impacts and legacies of the Games in economic, environmental and social terms;
- billboard campaigns using the Paris 2012 slogan "L'Amour des Jeux";
- a press relations programme targeting women's media promoting the benefits of the Games.

Public Institutions:

- decoration of the streets of Paris in the Paris 2012 look by the City of Paris;
- launch of an extensive billboard campaign initiated by the Ile-de-France Region;
- inauguration of "la Maison des Jeux" in La Rochelle;
- provision of 36,500 information and communication kits to all mayors in France.

Private:

- creation by school students of an Olympic website sponsored by Crédit Agricole;
- decoration of Paris metro stations with Paris 2012 look, sponsored by RATP;
- the broadcasting of a Paris 2012 film at all Carrefour shopping centres;
- the decoration of 400 Accor Group hotels;
- promotions to 20 million Orange subscribers.

The people of France associate the Olympic and Paralympic Games with highly positive values - competition, giving of oneself, celebration, universalism and solidarity. Their support for Paris's candidature reflects their deep attachment to Olympic values, symbolised by "L'Amour des Jeux".

